



Conseil économique et social

Distr. générale
15 novembre 2018
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-septième session

11-21 février 2019

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : lutter contre les inégalités et les obstacles à l'inclusion sociale au moyen des politiques budgétaires et salariales et des politiques de protection sociale

Déclaration présentée par International Shinto Foundation (ISF), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution [1996/31](#) du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

L'inclusion sociale consiste à faire en sorte que tout le monde, dans une société, se sente valorisé, en particulier les personnes les plus démunies, les personnes handicapées et les groupes marginalisés. Si certaines personnes bénéficient, à n'en pas douter, d'une protection et d'une aide suffisantes grâce aux activités ordinaires d'inclusion sociale, d'autres peinent à être reconnues et prises en compte par les programmes existants. C'est le cas notamment des individus qui ont des difficultés, des maladies ou des problèmes qui ne sont pas visibles ou qui sont difficiles à identifier, comme les troubles fonctionnels cognitifs et les troubles du développement. Souvent victimes de brimades et tenues à l'écart des autres en raison de leur comportement, perçu comme étrange ou différent, ces personnes ont tendance à abandonner leurs études ou leur emploi et à s'isoler.

D'autres groupes sont également tenus à l'écart des programmes d'inclusion sociale, comme les jeunes filles qui abandonnent leur foyer pour fuir la maltraitance des enfants ou les atteintes sexuelles dont elles sont victimes dans leur famille et qui, pour survivre, se retrouvent contraintes de travailler dans l'industrie du sexe, souvent de manière illégale. Elles sont alors déconnectées de la société et n'ont quasiment personne vers qui se tourner, ni aucun moyen de sortir de la misère.

Prenons l'exemple suivant : si une femme hurle de douleur sur le bord de la route, de nombreux passants lui viendront en aide. Mais lorsqu'une femme souffre en silence, d'une douleur qui peut être atroce, elle ne reçoit l'aide de personne. Bien que le niveau de souffrance soit le même dans les deux cas, on proposera de l'aide à la première et on tournera le dos à la seconde. Rares sont celles et ceux qui viennent en aide aux personnes qui taisent leur souffrance, car il faut avoir des connaissances précises et une expérience spécifique pour comprendre ce qu'elles ressentent, avoir de la compassion et savoir s'adresser à elles afin de leur apporter un soutien efficace et les aider à sortir de la misère. Les gouvernements et les pouvoirs publics devraient accorder une attention accrue à ces personnes et prendre des mesures spécifiques pour les aider. Pour les personnes atteintes de troubles fonctionnels cognitifs, par exemple, la solitude peut avoir des effets très néfastes, voire funestes, que les autres ne peuvent imaginer, et les plonger dans une extrême pauvreté. Or, il convient de rappeler que tout le monde, dans une certaine mesure, pourrait se retrouver dans cette situation. Cela n'arrive pas qu'aux autres. Il est donc indispensable, pour comprendre ces personnes, d'être sensible à ce que les autres ressentent. Or, on est généralement insensible à ce qui est difficile à identifier ou invisible.

Pourquoi ces personnes se retrouvent-elles isolées ? Le principal facteur est sans doute le manque de fonds disponibles dans ce domaine. Par exemple, les enfants qui souffrent d'anxiété et de stress pendant toute leur enfance après avoir été victimes de maltraitances ou avoir vécu une expérience traumatisante, ont tendance à accumuler une fatigue nerveuse qui les empêche de se concentrer et d'accepter le jugement des autres. Ces enfants doivent avant tout être pris en charge par des professionnels de la santé plutôt que d'être aidés à poursuivre leurs études ou à travailler avec des personnes normales. Or, les fonds nécessaires à l'élaboration de programmes spécifiques et au recours à des experts pour prendre en charge ces enfants sont insuffisants.

Il convient donc, à cet égard, de réformer le système de redistribution des revenus pour en faire un véritable programme d'inclusion sociale. Après tout, il serait souhaitable d'adopter une imposition progressive permettant de faire participer non seulement les plus riches, mais aussi les personnes à revenu intermédiaire. On ne peut bâtir une société sûre et prospère sans assurer à chacune et à chacun le revenu minimum nécessaire à la vie culturelle humaine. En d'autres termes, l'imposition

progressive est bénéfique non seulement pour les personnes les plus démunies, mais aussi pour les plus favorisées. Dans les pays du Nord de l'Europe, comme la Suède, pour éviter de faire peser un lourd fardeau sur les personnes à revenu intermédiaire, l'aide fournie aux plus démunis passe par les services publics plutôt que par la subvention en espèces, et la fiscalité pèse plutôt sur les taxes à la consommation. Ces pays sont ainsi parvenus à consacrer progressivement davantage de fonds aux personnes les plus démunies, et donc à répondre aux besoins des personnes marginalisées et exclues, qui ont des difficultés à participer à la vie sociale, et à les prendre en charge.

En outre, il est indispensable que les jeunes et la population active aient vraiment conscience des avantages de la protection sociale, dont ils bénéficient à travers les prestations familiales et les aides à l'emploi, et soient convaincus que leur participation aux fonds de protection sociale ne constitue pas uniquement un fardeau mais aussi un avantage pour eux.

Par ailleurs, nous devons bâtir une société plus participative. Tout individu ayant l'envie et la capacité physique et mentale de travailler devrait en effet pouvoir obtenir un emploi rémunéré, payer des impôts et souscrire à une assurance. Dans cette optique, il est nécessaire de faire en sorte que le système puisse s'adapter facilement aux conditions familiales ou de santé de chacune et de chacun.

Le Japon, tout comme d'autres pays, est aujourd'hui marqué par une population active et une force de travail insuffisantes en raison du vieillissement de la population et du faible nombre d'enfants. Les actifs financiers individuels du pays sont concentrés aux mains de très peu de personnes, généralement âgées. La protection sociale est généralement orientée vers les personnes âgées plutôt que vers les enfants, les femmes et les personnes vulnérables. La réduction de la population active ne fait qu'affaiblir la puissance nationale. Il est aujourd'hui impossible de fournir une protection sociale suffisante à toute la population avec les systèmes sociaux traditionnels conçus pour répondre à des modes de vie classiques et stéréotypés.

Nous ne pourrions réduire les inégalités qu'en créant une société dans laquelle tout le monde pourrait avoir une vie heureuse et vivre en harmonie avec les autres, indépendamment de son handicap, son sexe, son âge ou sa nationalité.